

Jean-Antoine Giansily

Pinay l'Indépendant



Mauroel

S. Laks
51

DU MÊME AUTEUR

CHEZ LE MÊME ÉDITEUR

La France, le réel et l'histoire, en fait avec les autres

Desert 1987

Pinay l'Indépendant

CHEZ D'AUTRES ÉDITEURS, EN COLLABORATION

L'identité de la France, Alain Michel, 1985

L'Occident sans complexe, Carrière, 1987

La Démocratie espagnole, Jean Pichot, 1989

Pourquoi croire en Dieu?

(sous la direction de François Bluche), Christian, 1994

8° La⁴⁵

51

DU MÊME AUTEUR

CHEZ LE MÊME ÉDITEUR

Le Pouvoir, le réel et l'illusoire, en finir avec les utopies,
Denoël, 1993.

CHEZ D'AUTRES ÉDITEURS, EN COLLABORATION

L'Identité de la France, Albin Michel, 1985.

L'Occident sans complexes, Carrère, 1987.

La Démocratie confisquée, Jean Picollec, 1989.

Pourquoi croient-ils en Dieu ?

(sous la direction de François Bluche), Critérim, 1994.

32

1999735

DL - 4M192 08043

Jean-Antoine Giansily

Pinay l'Indépendant

Pinay et l'Indépendant Pour Alexandre-Antoine
Pinay, ministre de l'Économie et des Finances, 1954-1959.
Éditions Denoël, 1995. 256 pages, 18 cm, 1995.
ISBN 2-07-24375-3

Ce logo a pour objet d'alerter le lecteur sur la menace que repré-
sente pour l'avenir de l'écrit, tout particulièrement dans le domai-
ne des sciences humaines et sociales, le développement massif du
« photocopillage ».
Le code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit en
effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisa-
tion des ayants droit. Cette pratique qui s'est généralisée, notam-
ment dans les établissements d'enseignement, prive ceux qui por-
tent des œuvres de l'imprimerie, au point que la possibilité même
pour les auteurs de créer de nouvelles œuvres et de les faire éditer
correctement est aujourd'hui menacée.
Nous appelons donc que la reproduction et la vente sans autori-
sation, ainsi que le prêt, sont passibles de poursuites. Les
demandes d'autorisation de photocopier doivent être adressées à
l'éditeur ou au C.R.C. Centre français d'exploitation du droit de
copie : 3, rue Hautefeuille, 75006 Paris. Tél. : 43 38 52 32.



Denoël

© by Éditions Denoël, 1995
2, rue du Centre-Midi, 75006 Paris
ISBN 2-07-24375-3
B 24375.7



DL -4 MAI 95 08943

Jean-Antoine Ganssily
Pinay
L'Indépendant
CHIFFRE D'OPINION EN COLLABORATION

L'Événement de la Presse, Albin Michel, 1983.
L'Événement sans complaisance, Carrère, 1987.
La Démocratie européenne, Jean Cassin, 1989.
Nouvelles chroniques de l'été.
Sous la direction de François Blachère, Calmann, 1994.



Ce logo a pour objet d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, tout particulièrement dans le domaine des sciences humaines et sociales, le développement massif du « photocopillage ».

Le code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Cette pratique qui s'est généralisée, notamment dans les établissements d'enseignement, provoque une baisse brutale des achats de livres, au point que la possibilité même pour les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.

Nous rappelons donc que la reproduction et la vente sans autorisation, ainsi que le recel, sont passibles de poursuites. Les demandes d'autorisation de photocopier doivent être adressées à l'éditeur ou au C.F.C., Centre français d'exploitation du droit de copie : 3, rue Hautefeuille, 75006 Paris. Tél. : 43 26 95 35.

© by Éditions Denoël, 1995
9, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris
ISBN 2-207-24375-3
B 24375.7



Denoël

CHAPITRE I

Le voyage de Saint-Chamond

« Antoine Pinay est mort » *Pour Alexandre-Antoine*
 1994, à quelques jours de son cent-troisième anniversaire. La nouvelle atteint les Français au début d'une matinée d'hiver grise et froide. Ainsi, le Président est mort ! On saura très vite qu'il est parti « serein », en somme comme il a toujours vécu. Depuis le 17 octobre, jour où il avait été hospitalisé pour une grave infection pulmonaire, je faisais prendre discrètement de ses nouvelles. Hélas, on ne pouvait guère nourrir d'illusions. Le doyen des hommes politiques français ne serait jamais le doyen des Français. Simplement, j'étais comme les habitants de Saint-Chamond : j'espérais que le Président aurait assez de force pour vivre jusqu'au 30 décembre. La Providence ne l'a pas voulu, mais, après tout, on ne peut raisonnablement lui en vouloir. Il était trop faible et, dit-on, conscient de cette faiblesse ; il déclinait sans souffrir.

« A ses proches, avant de se taire à jamais, il avait exprimé son désir de ne pas être réhospitalisé. Il voulait mourir chez lui, au milieu des siens, dans cette maison

48889 08013

Journal de la Chimie

Journal

de la Chimie

Journal de la Chimie



Ce logo a pour objet d'interdire le recours au livre scolaire qui représente pour l'auteur de l'écrit, tout particulierement dans le domaine des sciences humaines et sociales, le développement principal de sa propriété intellectuelle.

Le droit de la propriété intellectuelle de l'auteur (1992) interdit en effet notamment la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Cette interdiction est d'ailleurs renforcée dans les établissements d'enseignement secondaire par la loi relative aux achats de livres, du 12 mai 1980, qui prévoit même pour les auteurs de créer des œuvres dérivées et de les faire publier commercialement, sans leur autorisation.

Il faut rappeler donc que la reproduction de la notice sans autorisation, ainsi que le recyclage, sont interdits en vertu de la loi relative à l'autorisation de photocopier décernée par l'arrêté du 21 février 1980 au C.F.C., Centre Français d'Éditions, 10, rue de la République, 75000 Paris, Tél. 49 25 85 45.

© by Éditions Dezel, 1995
 9, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris
 ISBN 2-207-24375-3
 B 24375.7



CHAPITRE I

Le voyage de Saint-Chamond

Antoine Pinay est mort à l'aube du 13 décembre 1994, à quelques jours de son cent troisième anniversaire. La nouvelle atteint les Français au début d'une matinée d'hiver grise et froide. Ainsi, le Président est mort ! On saura très vite qu'il est parti « serein », en somme comme il a toujours vécu. Depuis le 17 octobre, jour où il avait été hospitalisé pour une grave infection pulmonaire, je faisais prendre discrètement de ses nouvelles. Hélas, on ne pouvait guère nourrir d'illusions. Le doyen des hommes politiques français ne serait jamais le doyen des Français. Simplement, j'étais comme les habitants de Saint-Chamond : j'espérais que le Président aurait assez de force pour vivre jusqu'au 30 décembre. La Providence ne l'a pas voulu, mais, après tout, on ne peut raisonnablement lui en vouloir. Il était trop faible et, dit-on, conscient de cette faiblesse ; il déclinait sans souffrir.

A ses proches, avant de se taire à jamais, il avait exprimé son désir de ne pas être réhospitalisé. Il voulait mourir chez lui, au milieu des siens, dans cette maison

bourgeoise de la rue du Coin, où il vivait depuis toujours. Deux jours avant sa mort, il cessa de parler, mais il communiquait encore par signes. Admirable leçon de sérénité devant le suprême rendez-vous qui effraie, légitimement, la plupart d'entre nous ! Ultime leçon donnée par cet homme d'exception, qui sut en donner bien d'autres, mais sans jamais l'avoir cherché et sans jamais faire montre d'une quelconque supériorité. « Le Président Pinay est passé doucement », dirent ensuite les habitants de Saint-Chamond. Bien sûr, tous s'attendaient depuis longtemps à la mort de celui qu'ils nommaient, mais seulement dans l'intimité de leur petite ville, « le Toine ». Cela, je l'imagine fort bien, n'enleva rien à leur émotion et à la tristesse de voir disparaître celui qui fut leur maire durant un demi-siècle.

J'ai peu connu le Président : je ne l'ai rencontré que trois fois.

La première, c'était à Lyon, au printemps de 1978, lors du 29^e Conseil national du Centre national des Indépendants et Paysans, où Bertrand Motte, alors président du C.N.I., et Camille Laurens, le secrétaire général, m'avaient présenté à Antoine Pinay : « Voici un jeune fonctionnaire des Finances qui travaille avec nous sur le programme européen du mouvement... »

Le Président m'avait félicité et il avait ajouté : « Les fonctionnaires des Finances sont un peu rigides, mais c'est une bonne administration. » J'étais très fier. J'avais vaguement entendu parler de l'accueil que les grands directeurs de la Rue de Rivoli lui avaient réservé en mars 1952. J'appris plus tard toute la vérité sur cet épisode, et mon admiration s'en trouva encore accrue.

Il avait fondé son discours d'investiture devant l'Assemblée nationale sur le constat d'un triple déficit frappant les devises, le Trésor, le Budget, et ne permettant pas de faire face aux deux échéances urgentes annoncées : celle de l'Union européenne des paiements et celle de la Banque de France. Il restait 5 milliards de disponibilités liquides dans les caisses de l'Etat et il fallait en trouver 400. La situation était d'autant plus critique que le cours de l'or et celui du dollar connaissaient une hausse inquiétante : le franc était sérieusement malade ! Le nouveau président n'était pas homme à masquer la réalité, ni à louvoyer avec les mesures à prendre. Il fallait agir sans attendre sur les prix, afin de rendre les produits français compétitifs sur le marché mondial et de maintenir le pouvoir d'achat sans augmenter les salaires. Autant dire qu'aucune recette administrative n'était désormais en mesure de régler quoi que ce fût.

Sur cette nouvelle politique des prix, Antoine Pinay entendait fonder une politique nouvelle. Pour lui, il n'était pas douteux que l'Etat devait donner l'exemple d'une gestion rigoureuse, mais le secteur privé devait également faire preuve de civisme : la fraude fiscale devait être combattue (j'expliquerai plus loin pour quelles raisons il fut, néanmoins, favorable à l'amnistie fiscale).

Nul n'a oublié la grande nouveauté du programme développé dans le discours d'investiture : le budget de 1953 sera financé par l'emprunt – un emprunt à 3,5 % indexé sur l'or –, ce qui permettra à la fois d'éviter le recours à l'impôt et de tester la confiance des Français.

Là réside sans nul doute l'intuition de génie d'Antoine Pinay : il ne s'exprime pas en économiste ou en homme politique – il est tout cela, encore que de manière non éclatante – mais en homme d'Etat, averti très exactement de l'étendue et de l'imminence du désastre économique et social qui menace, de la psychologie du peuple français et des décisions qu'il convient de prendre sans s'encombrer des théories des uns ou des objections des autres.

De son propre aveu, c'est dans la solitude et en toute indépendance (bien qu'il soit très entouré et qu'il ait eu des discussions nombreuses et approfondies avec les meilleurs spécialistes) qu'il conçoit son programme et écrit son discours. Cependant, le talent de cet homme doté d'une énergie que rien au monde ne parvient à ébranler, en dépit d'une apparence fragile, c'est qu'il ne cherche pas à imposer ses idées, mais à convaincre. « Je n'ai jamais imposé ma manière de voir, dira-t-il. Je la faisais partager. » En tout premier lieu, à ceux qui l'entourent et avec qui il a l'habitude de travailler : Henri Yrissou, directeur de son cabinet, qui demeurera jusqu'à la fin son ami et son confident, Antoine Partrat, directeur adjoint, Raymond Arasse, chef du cabinet, et Jacques Cruchon, chargé de la coordination avec les Directions et des questions administratives, ainsi que les conseillers techniques.

En revanche, les représentants des Finances, à qui Antoine Pinay a déjà eu affaire lorsqu'il était ministre des Travaux publics, n'ont pas tous vu d'un bon œil l'accession à la présidence du Conseil jumelée avec le ministère des Finances d'un homme étranger à ce point

à tous les grands corps de l'Etat : « Antoine Pinay n'a pas été accueilli comme le Sauveur », confiera Roger Goetze, qui dirigeait le Budget depuis 1949. « J'ai accueilli l'arrivée d'Antoine Pinay avec un peu de scepticisme », confirmera de son côté Wilfrid Baumgartner, le tout-puissant gouverneur de la Banque de France. Premières réactions confortées par la méfiance outragante dont fait ostensiblement preuve le nouveau patron de la Rue de Rivoli envers les inspecteurs des Finances : « des gens qui ne connaissent que les chiffres, qui ne font pas de psychologie... »

La psychologie : c'est l'une des clés du personnage. Il devient fréquent de la sous-estimer lorsque l'on a gravi tous les échelons de l'Administration. C'est une erreur qui peut se révéler lourde de conséquences. Pinay, lui, la révère, s'en réclame et s'en sert en virtuose. Peu après son investiture, il reçoit les principaux directeurs de la Rue de Rivoli. Ils ne le connaissent pas encore et prétendent lui démontrer qu'il se trompe de politique. Pinay répond point par point ; l'entretien dure... dix heures ! Il finit par y mettre fin à sa manière, très calmement mais avec une fermeté qui n'admet désormais plus de réplique :

— Il m'arrive de me rallier à mes interlocuteurs. Or, vous ne m'avez pas convaincu. Or, ce n'est pas vous qui êtes responsables devant le gouvernement, c'est moi ; ce n'est pas vous qui êtes responsables devant le Parlement, c'est moi ; ce n'est pas vous qui êtes responsables devant le pays, c'est moi. Je reste fidèle à ma position. Maintenant, j'estime que, placés où vous êtes dans la haute administration, vous avez parfaitement le droit de

ne pas vous faire les complices d'une politique que vous désapprouvez. Seulement, dans ce cas, vous me donnez votre démission. Vous n'avez pas démerité ; je vous donnerai des compensations.

L'un des directeurs n'a pas dit son dernier mot. Il se lève et profère, avec, on l'imagine, toute la solennité souhaitable :

— Nous sommes au service de l'Etat.

La réplique fuse :

— Moi aussi!

L'autre, derechef :

— Si nous étions sûrs que vous serez là dans trois ans, alors nous nous rangerions derrière vous, mais où serez-vous dans six mois ?

Que répondre à cela ? Ceci :

— Ne poursuivez pas. Par cette phrase, vous prouvez que vous êtes rallié à mon projet. Vous me dites : où serez-vous dans six mois ? Mais je ne sais même pas où je serai dans huit jours ! Mais vous, dans six mois, vous serez là et si vous mettez autant d'ardeur à faire aboutir le projet que vous en avez mis à le critiquer, je suis convaincu que tout ira bien.

Surprise, séduction, roublardise : toutes les armes sont bonnes contre les hiérarques de l'administration des Finances ! Le Président emporta le morceau : plus personne ne parla de démissionner.

Je l'ai rencontré une deuxième fois, au début des années quatre-vingt. C'était à Paris, dans un grand restaurant des Champs-Élysées, lors de la réception qui

suivait un mariage « parisien ». J'appartenais toujours aux Finances mais j'avais gravi quelques échelons au sein du C.N.I. Une cohorte de curieux faisait son siège ; il avait 91 ou 92 ans, c'était un phénomène qu'il fallait à tout prix approcher. J'eus le sentiment que plusieurs des assistants le prenaient pour une attraction. Il était assis dans un fauteuil, les mains sur sa canne, le chapeau rond posé tout près de lui, l'œil malicieux, à peine fatigué par le bruit et le mouvement autour de lui.

Il me sembla qu'il prit plaisir à me parler. Je lui dis à quel point, trente ans après, ce que l'on appelait « le miracle Pinay » n'était pas près d'être oublié, qu'il constituait une référence absolue, l'exemple même d'une grande politique de redressement. Il ne parut guère surpris d'entendre ces banalités qu'on devait lui débiter pour la millième fois.

— Vous savez, me dit-il, ma politique a marché parce qu'elle était libérale, donc nouvelle. Pour casser l'inflation, il fallait commencer par supprimer les dépenses inutiles. Pas besoin de sortir de l'Ecole nationale d'administration pour comprendre ça ! Les industriels et les commerçants acceptaient de baisser les prix parce qu'ils avaient confiance. Vous êtes évidemment trop jeune, vous n'avez pas connu les affichettes dans les vitrines : *Baisse Pinay = 5 %* ; croyez-moi, ça valait toutes les réclames...

La confiance, mot magique ! Comment un homme politique, comment un chef de gouvernement réussit-il à inspirer confiance à ses concitoyens ? Existe-t-il des recettes ? Antoine Pinay en avait une, qui n'appartenait qu'à lui et que je me souviens lui avoir entendu définir

en ces termes lors d'une émission de télévision en décembre 1976 : « Je suis un homme simple qui vit comme tout le monde et c'est peut-être pour cela que les gens ont assimilé mon nom à celui de la confiance. » Je ne suis pas sûr que la recette puisse encore s'appliquer : les hommes politiques ont depuis longtemps cessé de « vivre comme tout le monde ». Au moment de sa mort, la presse a cité pour la énième fois le mot d'Herriot : « Vous avez une tête d'électeur ! » Quel homme politique d'aujourd'hui possède-t-il une tête d'électeur ?

J'ai revu le Président pour la dernière fois le 16 octobre 1992. Un mois plus tôt, j'avais succédé à la présidence du C.N.I. à mon ami Yvon Briant, qui avait trouvé une mort terrible en Corse au cours de l'été. Lorsqu'il avait été élu à la tête du « parti d'Antoine Pinay », Yvon était allé, lui aussi, voir le Président. C'était un rite auquel aucun président du C.N.I. ne s'était jamais dérobé, car il avait toujours conservé les meilleurs rapports avec notre mouvement, qu'il avait fondé en compagnie de Roger Duchet et de René Coty. Le voyage de Saint-Chamond a toujours eu un air de pèlerinage, d'excursion initiatique, d'adoubement, et il n'a jamais été réservé aux seuls Indépendants. Il faudra faire un jour la liste de tous les hommes politiques, de droite comme de gauche, qui ont franchi les grilles de la rue du Coin. Le Président les recevait tous avec une égale courtoisie et il savait les jauger.

Moi-même, en ce triste automne où, « par devoir », comme aurait dit Jacques Delors, j'avais pris la relève

de mon ami disparu, me voici quittant Paris en T.G.V., en direction de Saint-Etienne. Je crois que jamais je n'aurais osé aller troubler la quiétude du Président si Jean Morcheoine, un ancien membre de son cabinet qui avait été mon supérieur aux Finances, n'avait accepté de m'accompagner. Michel Ginalhac, mon chargé de mission au C.N.I., la mémoire vivante et la cheville ouvrière du mouvement depuis une trentaine d'années, a tout arrangé avec une des filles du Président : « La porte sera ouverte à 16 h 15, lui a-t-elle précisé. Le rendez-vous durera une heure. » Lui aussi m'accompagne.

A Saint-Etienne, nous montons dans un taxi, qui prend la route de Saint-Chamond. L'âge du Président m'impressionne : il va célébrer dans deux mois et demi son cent unième anniversaire ! On m'a assuré que son état physique était bon, encore que la station debout lui soit pénible ; quant à l'intellect, il fonctionne toujours admirablement et je ne tarderai pas à m'en rendre compte ! J'ai conscience de l'importance de la rencontre et je m'y suis préparé. Nous parlerons sûrement de la politique du gouvernement socialiste et des affaires internes du C.N.I. ; Jean Morcheoine évoquera de vieux souvenirs...

En revivant ces minutes, l'idée me vient brusquement que je suis le dernier président du C.N.I. à avoir fait le voyage de Saint-Chamond. Mon successeur ne connaîtra pas l'émotion qui m'étreint au moment où la voiture nous dépose devant la maison du Président, rue du Coin. Nous entrons ; une allée d'arbres fait comme un tunnel jusqu'au perron. Je remarque que la pelouse est impeccablement entretenue ; le jardinier a entassé

l'herbe coupée et les feuilles mortes en plusieurs endroits. Je songe à l'atmosphère qu'a si bien rendue Henri Verneuil dans son film *Le Président*, qui est loin d'être un chef-d'œuvre. Le « Président » Gabin-Beaufort n'a certes rien à voir avec le Président Pinay, il était sans doute plus proche du personnage amer et bourru du Clemenceau de la dernière période, mais lui aussi vivait solitaire dans une grande maison au milieu des arbres, particulièrement photogénique en automne.

Nous pénétrons dans une entrée assez vaste, où la gouvernante du Président nous débarrasse de nos manteaux. Les portes du grand salon sont ouvertes. Que de gens sont passés en ces lieux, des plus modestes aux plus célèbres ! On dit qu'en 1968 Valéry Giscard d'Estaing a dû attendre son tour derrière un couple de petits vieux venus solliciter l'appui du Président pour l'obtention d'un appartement en H.L.M....

Près de la fenêtre, quelqu'un est assis dans un fauteuil et lit, sans lunettes, un journal. Nous mettons quelques secondes à nous rendre compte qu'il s'agit du Président !

Sa fille nous introduit. Le décor est tel qu'on pouvait l'imaginer : meubles Louis XVI, boiseries sombres, tableaux anciens, un énorme bouquet de fleurs sur une table ronde, où l'on a, par ailleurs, disposé plusieurs photos de famille. Le Président se lève ; la conversation s'engage. Elle va durer une heure et demie et c'est tout juste si nous ne raterons pas le train du retour. Comme prévu, il interroge Morcheoine et évoque le souvenir des « anciens ». Il s'agit du petit noyau de collaborateurs fidèles, tous membres du cabinet, dont certains l'ont

suivi depuis son premier poste ministériel, en 1948 : Henri Yrissou, directeur du cabinet, que le Président a revu voici quelques semaines, Raymond Arasse, conseiller technique, normalien, ancien professeur à Grenoble, un ancien de la direction des Prix, Antoine Partrat, un « pays » (il est né à Firminy), ancien inspecteur de l'Enregistrement et des Domaines, chef de cabinet adjoint, Jacques Cruchon, chef du cabinet, contrôleur d'Etat, Eugène Faller, un Alsacien bon vivant, conseiller-maître à la Cour des comptes, conseiller technique...

Puis il demande à Jean Morcheoine, qui a pris sa retraite quelques années plus tôt, quel était son dernier poste.

– J'étais le contrôleur financier des Affaires étrangères, répond Morcheoine.

– Ah! avec Cheysson ?

– Effectivement, pendant les trois ans où il a été ministre.

Le Président hoche la tête et reprend la parole.

– Figurez-vous que j'ai connu Cheysson. Un jour, à la fin des années soixante, je me trouvais à Djakarta, où il était ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire. Je lui ai été présenté et nous avons causé. Il m'a paru brillant, mais j'ai toujours pensé que les polytechniciens n'étaient pas faits pour la Carrière!

Avec Jean Morcheoine, nous nous sommes regardés : nous ne savions pas que Cheysson était polytechnicien; comment, à 101 ans, Pinay pouvait-il se rappeler un pareil détail? Quelle mémoire!

Puis il est passé aux élus du mouvement :

— Qui reste-t-il, au Conseil de Paris, que je connaisse encore ?

— Jacques Chirac, Michel Junot, Jacques Féron, Edouard Frédéric-Dupont...

— Ah! bon, il est toujours en activité ?

— Il est toujours conseiller de Paris et toujours député du VII^e arrondissement...

— C'est vrai qu'il n'a que 90 ans!

Il me demande ensuite des nouvelles d'Olivier d'Ormesson et de Jean Legendre, qui avait joué, avec Frédéric-Dupont et Henry Bergasse, un rôle capital dans le ralliement de vingt-sept élus R.P.F. à Pinay en 1952. Et ainsi de suite... Comment le C.N.I. a-t-il supporté la tragique disparition d'Yvon Briant ? Il avait rencontré mon prédécesseur et il avait apprécié sa jeunesse, son élan, son sérieux et ses débuts si prometteurs en politique : député à 32 ans, président du C.N.I. à 35 ans, jusqu'où ne serait-il pas allé ?

Nous changeons de sujet. Il paraît acquis que l'opposition va reconquérir le pouvoir, et pourtant Pierre Bérégovoy a fait beaucoup de progrès depuis les débuts du régime socialiste...

— D'ailleurs, ajoute-t-il, il m'a écrit pour mon centième anniversaire. Tenez, j'ai sa lettre sur moi... Je vais vous la lire...

Ce n'est pas la première fois que le Premier ministre de l'époque lui écrit. Déjà lorsqu'il était devenu ministre des Finances, il lui avait envoyé une première lettre, où il se félicitait que le grand public le considérât comme « un Pinay de gauche ». De la poche intérieure de son veston, le Président tire précautionneusement la

nouvelle lettre et entreprend de nous la lire, d'une voix qui ne tremble pas :

« Monsieur le Président,

« Nous n'épousons pas la même orientation politique mais nous avons en commun la même volonté de servir le pays, le même souci d'un Etat impartial gardien de l'intérêt général.

« J'ai toujours apprécié dans notre correspondance et dans nos conversations votre esprit d'ouverture sur l'avenir.

« Aussi suis-je heureux de vous voir vivre aujourd'hui le plus grand enjeu de notre espérance mutuelle : la construction de l'Union européenne, économique, monétaire, sociale et politique. La France y trouve sa vraie place, celle d'un pays dont l'économie est saine. Vous y avez, en votre temps, apporté votre pierre, redonnant stabilité à la monnaie et confiance au pays. Vous pouvez, mieux que d'autres, mesurer le chemin parcouru jusqu'à Maastricht. C'est le plus beau cadeau d'anniversaire que la France pouvait vous offrir pour vos cent ans. »

Le Président replie la lettre et la replace dans son veston. Il sourit : que l'ancien ouvrier syndicaliste, l'ancien collaborateur de Mendès France, que ce prototype de l'homme de gauche n'ait plus pour ambition que de reproduire la politique la plus libérale de la IV^e République lui semble un paradoxe irrésistible. Mais il n'importe : il aime bien Bérégovoy, sorti du peuple comme lui et qui lui paraît « un garçon honnête ». Dans le fond, peu lui chaut que le « président du

Conseil » en exercice soit socialiste : à ses yeux, ce qui compte c'est d'être honnête, rigoureux et attentif au déficit budgétaire.

Il se tourne vers moi :

— Je vous félicite d'avoir appelé à voter oui au référendum pour la ratification du traité de Maastricht, car il faut tout faire pour éviter que l'on ne se déchire à nouveau avec les Allemands.

Ces mots me sont précieux : Yvon Briant et moi avons préconisé le oui à Maastricht, mais nous ne pouvions ignorer que la plupart des cadres du C.N.I. s'étaient laissé séduire ou convaincre par les sirènes anti-européennes. Nous avons eu beaucoup de mal à expliquer que notre oui n'exprimait nullement une quelconque adhésion à un traité mal rédigé et mal ficelé, et encore moins l'approbation d'un gouvernement qui n'a pas su défendre les intérêts français ; nous ne voulions que marquer notre intérêt pour le chapitre consacré à la politique extérieure et de sécurité commune, qui constitue l'un des piliers de toute construction européenne, et notre souci de ne pas bloquer celle-ci, ce qui n'aurait pas manqué de survenir si, par malheur, le non l'avait emporté. Pinay, lui aussi, avait eu le plus grand mal à faire adopter ses idées par le C.N.I. en 1952.

Il ne s'est jamais totalement remis de sa blessure au bras ; il nous montre ses cicatrices. Seuls des hommes éprouvés dans leur chair comme il l'avait été pouvaient être animés par cette passion pour la réconciliation franco-allemande et, par voie de conséquence, pour l'union européenne.

— Il faut absolument, poursuit-il, conserver un accord étroit avec l'Allemagne. Je m'y suis employé pendant toute la période où j'ai exercé des responsabilités et je me suis bien entendu avec le chancelier Adenauer.

Il ne fut pas seulement un « Européen de raison », comme on l'a toujours soutenu, soucieux de mettre au point la meilleure parade contre le double danger du communisme et du nationalisme exacerbé; il fut d'abord un Européen de cœur et de conviction, persuadé que l'avenir et la survie de la nation française passaient par l'union de l'Europe, comme au sein du mouvement indépendant, Paul Reynaud et Jacques Rueff. Quarante ans après, cette manière de voir, étrangère à toute tentation fédéraliste, est toujours la meilleure approche de la question.

Puis le Président évoque la haute figure de son grand-père, dont il porte le prénom : né « avant 1850 » — en 1828, exactement —, il introduisit en France les fameux chapeaux de paille d'Italie. C'était, paraît-il, un homme d'affaires entreprenant, et même autoritaire : « un honnête homme », tranche le Président, qui aime à rappeler que le premier Antoine Pinay était bachelier, ce qui était peu commun sous la monarchie de Juillet! Rappel d'autant plus savoureux que le second Antoine, encore qu'il eût été un bon élève des maristes de Saint-Chamond (excepté peut-être en mathématiques), n'a jamais caché qu'il a abandonné les études avant de passer son bachot... Il doit sans doute à cet aïeul d'exception ce qu'on appelle dans la région de Saint-Chamond « le caractère Pinay » — ce qui fait le fond d'une race

d'hommes, tempérée par la sensibilité, la générosité et l'intelligence des femmes. La mère du Président était d'origine paysanne; son père, Claude, dirigeait une fabrique de chapeaux. On avait une sainte horreur de la politique chez les Pinay; plus tard, on fera une exception pour le seul Raymond Poincaré, qui avait sauvé le franc...

Rien, de toute évidence, ne prédestinait le jeune Antoine Pinay à mener une carrière politique: « La politique? Elle a gâché ma vie! » nous confie-t-il.

Je prends cela pour une boutade. J'ai tort: le Président était, de toute évidence, fait pour une vie familiale intense, pour animer un cercle étroit de relations amicales et professionnelles. Il fut un maire exemplaire: il se rendait à la mairie tous les matins à 9 heures, il regagnait sa maison vers midi; à 14 h 30, il retournait à la mairie, non sans avoir visité les chantiers en cours. Le matin, il recevait ses administrés; l'après-midi, il se rendait souvent à la préfecture ou effectuait des démarches administratives. Ce rythme n'était brisé que lorsqu'il siégeait au gouvernement, mais jamais, en quarante-huit ans, les habitants de Saint-Chamond n'ont été tentés de se choisir un autre maire... C'est que, s'il n'aimait pas la politique, la gestion des affaires locales, en revanche, lui plaisait: « J'ai apprécié la partie gestion des affaires publiques, déclare-t-il au journaliste Gérard Leclerc. Et si j'ai effectivement été populaire, c'est uniquement parce que je n'ai jamais fait de politique. »

Sans doute, mais il possédait ces deux vertus – ces deux forces – de tout homme politique d'envergure: le

sérieux et la chaleur. Qu'il fût maire, conseiller général, député, sénateur, ministre ou chef du gouvernement, elles ne lui ont jamais fait défaut. C'est là l'un des secrets de sa popularité. Et lorsqu'il s'y ajoute l'honnêteté, la mesure, l'attachement à la chose publique et une lucidité sans faille, une grande partie du « mystère Pinay » se dissipe : cet homme qui avait horreur de la politique – et il n'entrait dans cette attitude aucune affectation, on s'en doute – possédait au plus haut point les qualités de base d'un grand homme politique ! Comment, dès lors, la politique ne l'aurait-elle pas, tôt ou tard, récupéré ?

L'après-midi s'est avancé. Le Président se lève pour nous raccompagner. Il voudrait bien nous montrer ses rosiers ; nous les verrons de loin, car nous ne voulons pas nous attarder.

– Revenez me voir, dit-il à Jean Morcheoine.

Nous descendons les marches du perron et nous nous retournons : il nous adresse un petit geste d'amitié.

– Un si vieil homme dépourvu d'aigreur et de la moindre nostalgie, me dit Jean Morcheoine, c'est tout de même rare ! Et pourtant, les malheurs privés ne lui ont pas manqué...

– La politique lui a-t-elle vraiment gâché la vie ?

– Oui et non. Elle l'a, c'est vrai, empêché de se consacrer aux affaires locales, qui étaient sa vraie vocation. Il a dit un jour que le métier qu'il avait le mieux aimé était celui de maire : c'est incontestable. Ce qui lui a toujours plu, c'était de prendre des décisions et de suivre jusqu'au bout leur application, d'en voir les résultats. Sur ce plan, un ministre ou un chef de gouver-

Antoine Pinay, disparu en décembre dernier à l'âge de 103 ans, a été, avec le général de Gaulle, l'homme politique français le plus populaire de cette seconde moitié du XX^e siècle.

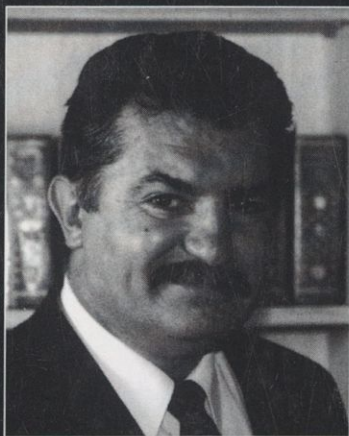
Il fut, à deux reprises, celui qui redressa les finances de la France : en 1952, comme chef du gouvernement, puis en 1958-60, comme ministre des Finances. Il demeure l'homme qui jugula l'inflation, restaura la confiance et permit à l'économie de redémarrer.

Antoine Pinay a été pendant plus de 40 ans la figure la plus charismatique du Centre national des Indépendants dont il fut jusqu'à sa mort le président d'honneur.

L'auteur restitue, notamment à partir de témoignages originaux, toutes les facettes d'un homme intègre, d'une personnalité complexe, et met l'accent sur la modernité d'une méthode de gouvernement alliant le bon sens paysan, l'imagination et une conscience aiguë des besoins d'une société en mutation.

Jean-Antoine Giansily, 48 ans, est le président du Centre national des Indépendants et Paysans depuis 1992.

© Photo Pierre Stahl



**Illustration de couverture :
M.-P. Guéna / C.F.D.**

**B 24375.7 4.95
ISBN 2.207.24375.3
90 FF TTC**

Participant d'une démarche de transmission de fictions ou de savoirs rendus difficiles d'accès par le temps, cette édition numérique redonne vie à une œuvre existant jusqu'alors uniquement sur un support imprimé, conformément à la loi n° 2012-287 du 1^{er} mars 2012 relative à l'exploitation des Livres Indisponibles du XX^e siècle.

Cette édition numérique a été réalisée à partir d'un support physique parfois ancien conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal. Elle peut donc reproduire, au-delà du texte lui-même, des éléments propres à l'exemplaire qui a servi à la numérisation.

Cette édition numérique a été fabriquée par la société FeniXX au format PDF.

La couverture reproduit celle du livre original conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal.

*

La société FeniXX diffuse cette édition numérique en accord avec l'éditeur du livre original, qui dispose d'une licence exclusive confiée par la Sofia – Société Française des Intérêts des Auteurs de l'Écrit – dans le cadre de la loi n° 2012-287 du 1^{er} mars 2012.

Avec le soutien du

